



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Interdépartementale Anjou Maine

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 09 août 2024

Pôle Carrières et Matériaux
Rue du Cul d'Anon
BP80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIERE DE JOUSSELIN

Route de St-Rémy
BP 38 - ST PIERRE MONTLIMART
49110 Montrevault-sur-Èvre

Références : 2024-213_INSP_RAP_SB_CARRIERE DE JOUSSELIN
Code AIOT : 0006300392

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/07/2024 dans l'établissement CARRIERE DE JOUSSELIN implanté Jouselin BP 38 - ST PIERRE MONTLIMART 49110 Montrevault-sur-Èvre. L'inspection a été annoncée le 08/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors de l'inspection du 02 mai 2024, plusieurs non-conformités avaient été constatées, dont certaines (absence de moyens de lutte incendie conformes et présence de déchets) avaient conduit à proposer de mettre l'exploitant en demeure. A réception du rapport d'inspection, l'exploitant s'était engagé à traiter notamment ces non-conformités dans un courrier du 28 juin 2024 à l'inspection des installations classées. L'inspection visait à vérifier si l'exploitant a tenu ses engagements.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE DE JOUSSELIN
- Jouselin BP 38 - ST PIERRE MONTLIMART 49110 Montrevault-sur-Èvre
- Code AIOT : 0006300392
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une carrière de roches massives (schistes) dont le renouvellement de l'autorisation d'exploiter et l'extension ont été accordés en 2015. L'emprise totale du site est de près de 18 ha pour une production maximale autorisée de 200000 t/an. Les conditions d'exploitation ont été modifiées en 2019 et l'ensemble des installations fixes de traitement des matériaux démantelé.

Le ruisseau de Ville-Tirard sécoule au travers du site, depuis le nord-est pour ensuite rejoindre l'Èvre à l'ouest de la carrière.

L'inspection faite le 02 mai 2024 avait montré que l'activité du site est très réduite et l'avancement de l'exploitation est très en retard sur le phasage initialement envisagé. L'activité et la présence de personnel sont ponctuelles sur le site. Pour illustrer, rappelons que la production 2023 était de 1930 t pour un maximum de 200 000 t autorisées et qu'il n'y a pas eu de production en 2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 2.3.5	Demande d'action corrective	2 mois
4	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 3.1	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Surveillance des eaux	Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 3.2.7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Déclaration des accidents et incidents	Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 2.4.8	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 2.3.4.2	Sans objet
3	Déchets	Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 2.4.5	Sans objet
5	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 3.2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Conformément à ses engagements, l'exploitant a traité les non-conformités qui faisaient l'objet d'une proposition de mise en demeure. Concernant les autres aspects qui nécessitaient des actions, elles sont engagées ou réalisées.

La visite a néanmoins fait apparaître que des éboulements localisés se sont produits, vraisemblablement fin juin 2024, à l'intérieur du site sur les fronts 2 et 3. L'exploitant a sécurisé les secteurs concernés et engagé des actions en particulier avec un géologue (société Oolite), pour connaître les causes des éboulements et envisager les suites à donner.

Il est demandé à l'exploitant de communiquer les éléments à l'administration et de justifier de l'absence d'extension potentielle hors du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 2.3.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre un incendie
Prescription contrôlée : .../... Les engins et installations présents sur le site sont pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Un extincteur à poudre de capacité adaptée au risque à défendre est présent à proximité de la cuve de carburant. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Le site doit en permanence être accessible aux engins de secours. En dehors des heures d'ouverture un accès est réservé aux services de secours avec un débouché sur la voie communale dite de « Jousselin ». Les moyens de lutte contre l'incendie sont judicieusement répartis dans l'établissement. Ces matériels sont en nombres suffisants et immédiatement disponibles. Leurs emplacements sont signalés et leurs accès sont maintenus libres en permanence. Ils sont reportés sur un plan tenu à jour.

.../...
Constats : Des extincteurs conformes (contrôlés) ont été remis dans les différents locaux du site et le plan de sécurité incendie indiquant leur localisation mis à jour. Au regard de ces constats, la non-conformité identifiée lors de l'inspection précédente (absence de moyens d'extinction conformes) est levée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 2.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité des installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques respectent les dispositions du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques. .../...
Constats : L'exploitant a signé un devis du 23/05/2024 avec la société ELECMA pour traiter les 4 observations récurrentes qui figuraient dans le rapport APAVE du 12/03/2024. Le prestataire doit intervenir courant septembre 2024, d'après les indications données par l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 2.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Élimination des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets et produits polluants résultant du fait de l'exploitation sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées.
Constats : Les déchets (pneus, demi-cuves, petit bungalow, palettes, caisse en bois, ferrailles) observés sur le site lors de l'inspection précédente ont été évacués fin juin par la société Derichebourg.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Écoulement du ruisseau du Ville-Tirard
Prescription contrôlée : .../...

Le ruisseau de « Ville Tirard » est entretenu et son écoulement maintenu.

.../...

Constats :

Lors de l'inspection précédente, la présence d'une végétation importante au niveau du cours du Ville-Tirard dans sa traversée du site a été constatée ainsi qu'un écoulement du ruisseau légèrement fuyard (vers le fond de fouille) au niveau de son endiguement.

Par courrier du 28 juin 2024, l'exploitant s'est engagé à faire les travaux d'entretien nécessaires en septembre-octobre, période propice pour le respect de la biodiversité.

Lors de l'inspection du 30 juillet, il a été constaté que des éboulements localisés, vraisemblablement où les fuites d'eau avaient été observées se sont produits.

Ces éboulements internes localisés concernent les fronts 2 et 3 et ne présentent pas de risques pour l'environnement du site selon les indications de l'exploitant.

Le site est en sommeil (pas d'activité ni personnel) mais fait l'objet de visites périodiques pour contrôler et suivre le pompage d'exhaure. Selon les éléments transmis par l'exploitant dans la continuité de l'inspection (le 01/08/2024) pour répondre aux dispositions de l'article 2.4.8 de l'AP en termes de déclaration des incidents ; c'est à l'occasion d'un passage mi-juillet que les éboulements ont été découverts. Toujours selon l'exploitant, ils pourraient s'être produits les 29 ou 30 juin.

Les accès aux secteurs concernés ont été fermés par des merlons de matériaux et des panneaux signalent le danger. L'exploitant a mandaté un géologue (société Oolite) qui est intervenu sur le site pour examiner la situation. Le rapport définitif est attendu pour envisager les suites à entreprendre. Les premiers éléments en termes de causes évoquent notamment la présence de fracturations qui se sont ouvertes par décompression et des arrivées d'eau en partie vers les zones effondrées ce qui a facilité leur rupture.

Ces éléments sont repris au point de contrôle n°7 relatif à l'article 2.4.8.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sans préjudice de la sécurité des personnels, l'entretien de l'endiguement du ruisseau doit être fait pour éviter l'aggravation des fuites d'eau vers le fond de fouille. La programmation d'un entretien de la végétation apparaît également à prévoir, lors d'une période propice pour le respect de la biodiversité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

.../...

IV - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,

- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés

<p>sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.</p> <p>Les cuvettes de rétention doivent être conçues pour résister à l'action physique (poussée,...) et chimique (corrosion,...) des liquides éventuellement répandus. Lorsqu'elles sont associées à des stockages de liquides inflammables, elles doivent présenter une stabilité au feu de degré 4 heures. Elles doivent être correctement entretenues et débarrassées des eaux météoriques pouvant les encombrer. Elles ne doivent comporter aucun moyen de vidange par simple gravité dans les égouts ou vers le milieu naturel récepteur même via un deshuileur ou séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>Les fonds des cuvettes de rétention sont maintenus propres et dés herbés. L'environnement des cuvettes de rétention ne doit pas être susceptible de faciliter la propagation d'un incendie depuis ou vers celles-ci.</p> <p>Le stockage de carburant a une capacité n'excédant pas 40 m³.</p> <p>.../...</p> <p>Constats :</p> <p>Des incertitudes avaient été évoquées quant à l'étanchéité de la rétention de la cuve de 40 m³ de carburant (en raison de l'absence d'eau malgré une pluviométrie importante) et au fait que cette cuve soit vide comme l'indiquait l'exploitant.</p> <p>Depuis la précédente inspection, l'exploitant a fait procéder au dégazage de la cuve et à son évacuation, en même temps que les autres déchets présents sur le site.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que la rétention est vide et que la cuve a été évacuée du site.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Surveillance des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 3.2.7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines et plans d'eau voisins
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>.../...</p> <p>Préalablement au premier apport de remblais, l'exploitant renouvelle l'analyse initiale prescrite précédemment, à la fin de la première phase quinquennale d'exploitation.</p> <p>L'exploitant réalise ensuite une analyse annuelle portant au moins sur les paramètres prévus à l'article 3.2.6.2 au niveau des eaux présentes dans les ouvrages cités à l'article 3.2.6.1 ainsi que dans le bassin de collecte des eaux présent en fond d'excavation.</p> <p>L'exploitant effectue également une mesure trimestrielle du niveau d'eau dans les ouvrages cités à l'article 3.2.6.1 ainsi que dans les plans d'eau voisins de l'extension (au Nord et à l'Est).</p> <p>Constats :</p> <p>Bien que l'apport de remblais n'a pas encore débuté, l'exploitant a précisé avoir fait réaliser l'ensemble des analyses et suivis prescrits (par Géoscop le 17 juin 2024).</p> <p>Le rapport n'était pas encore disponible et sera communiqué à réception.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit communiqué le rapport de suivi des eaux à réception.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> <p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Déclaration des accidents et incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 2.4.8
--

Thème(s) : Risques accidentels, Effondrements
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement. Il précise dans un rapport les origines et les causes du phénomène, les conséquences, les mesures prises pour y pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.
Constats : Comme vu au point de contrôle n°3 : Lors de l'inspection du 30 juillet, il a été constaté que des éboulements localisés, vraisemblablement où les fuites d'eau avaient été observées se sont produits. Ces éboulements internes localisés concernent les fronts 2 et 3 et ne présentent pas de risques pour l'environnement du site selon les indications de l'exploitant. Le site est en sommeil (pas d'activité ni personnel) mais fait l'objet de visites périodiques pour contrôler et suivre le pompage d'exhaure. Selon les éléments transmis par l'exploitant dans la continuité de l'inspection (le 01/08/2024) pour répondre aux dispositions de l'article 2.4.8 de l'AP en termes de déclaration des incidents ; c'est à l'occasion d'un passage mi-juillet que les éboulements ont été découverts. Selon l'exploitant, ils pourraient s'être produits les 29 ou 30 juin. Les accès aux secteurs concernés ont été fermés par des merlons de matériaux et des panneaux signalent le danger. L'exploitant a mandaté un géologue (société Oolite) qui est intervenu sur le site pour examiner la situation. Le rapport définitif est attendu pour envisager les suites à entreprendre. Les premiers éléments en termes de causes évoquent notamment la présence de fracturations qui se sont ouvertes par décompression et des arrivées d'eau en partie vers les zones effondrées ce qui a facilité leur rupture.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit maintenir en place les dispositions conservatoires interdisant l'accès aux zones concernées et potentiellement d'extension des effondrements. L'exploitant doit communiquer le rapport du géologue et justifier de l'absence de risque d'extension à l'environnement extérieur du site. Ces éléments préciseront dans un rapport les origines et les causes des effondrements, les conséquences, les mesures prises pour y pallier et celles prises pour éviter qu'ils ne se reproduisent. Ces éléments seront accompagnés d'un échéancier associé aux actions ultérieures (à présenter) qui sont envisagées. Le cas échéant, les différentes possibilités envisagées seront exposées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois